

## FAITS SAILLANTS

- La République Centrafricaine reste l'un des environnements les plus dangereux au monde pour les travailleurs humanitaires. Entre janvier et mai 2019, trois d'entre eux ont été assassinés dans l'exercice de leur fonction. Si le nombre total d'incidents affectant les humanitaires reste stable, on constate une augmentation de la proportion des agressions physiques à leur rencontre.
- Au 30 avril, le total des personnes déplacées internes en RCA était estimé à 612 025 individus composés respectivement de 202 620 personnes sur des sites de déplacés internes et 409 405 personnes estimées dans les familles d'accueil.

### CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	612 025
# de réfugiés centrafricains	598 985
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,9 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2,1 M

## FINANCEMENT

**430,7 millions \$**

requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2019

**131,6 millions \$**

ont déjà été mobilisés, soit 30,6 % des fonds requis. OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre dans la transparence le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, analyser les lacunes et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.



- P.1 Une série d'attaques lourdes de conséquences pour l'aide humanitaire
- P.2 Visite de la Coordinatrice Humanitaire à Bria
- P.4 Situation/Réponse humanitaire à Mobaye et Zangba
- P.6 La voix du Pangolin
- P.7 Portrait d'une ONG locale : ONG La Verdure

## Une série d'attaques lourdes de conséquences pour l'aide humanitaire fait de nombreuses victimes dans le nord-ouest du pays

Entre le 19 et le 21 mai 2019, 34 personnes ont perdu la vie dans des attaques simultanées attribuées au 3R (Retour, Réclamation et Réhabilitation) et perpétrées dans les villages de Koundjili et Lemouna, (situés respectivement à 42 et 52 km à l'Ouest de Paoua) mais aussi à Bohong et Maikolo (situés à environ 70 km de Bouar). Environ 12,000 personnes ont été déplacées dans ces villages et leurs alentours. Au 31 mai, environ 4 200 sont retournés. Dans un communiqué de presse du 23 Mai 2019, le Secrétaire général des Nations Unies a appelé les autorités de la République centrafricaine à enquêter sur ces incidents et à traduire rapidement les responsables devant la justice, rappelant que ces attaques contre les civils pouvaient constituer des crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

### Planification stratégique conjointe de la réponse humanitaire

Dès le 22 mai, le groupe de coordination intersectoriel (ICC) et les ONG internationales ont organisé une réunion d'urgence pour préparer un plan de réponse. Des blessés ont immédiatement été pris en charge et un premier plan de réponse a été établi. Des partenaires ont renforcé leur présence opérationnelle à Bouar, Bocaranga et Paoua. Les stocks de contingences ont également été consolidés. Plusieurs missions d'évaluation des besoins humanitaires ont été menées par les acteurs humanitaires à Pougol, ou près de 2,700 personnes ont provisoirement fui, mais aussi à Koundjili et Lemouna, où une assistance en vivres a rapidement été déployée à plus de 800 ménages par le PAM et World Vision. D'autres services, en santé, en Eau Hygiène Assainissement (EHA), en abris, et en biens de première nécessité ont été mis en place dans plusieurs localités touchées.

Entre le 24 et 30 mai, OCHA et partenaires (IRC, HI, ACF/RRM) ont fait plusieurs évaluations de la situation humanitaire à Bouar, où environ 2 400 nouveaux déplacés ont été enregistrés, ainsi qu'à Bohong et au long de l'axe Bouar-Bocaranga. De nombreux cas d'enfants non-accompagnés ont également été observés parmi les populations de déplacés, en particulier à Bouar. Le 25 mai 2019, la Coordinatrice Humanitaire s'est rendue dans les localités de Koundjili et Lemouna pour une évaluation rapide des besoins en protection et assistance humanitaire.

### Persistance d'une situation de protection précaire

Au-delà des besoins matériels, la question de la protection des victimes de violations de droits humains est au cœur de la réponse aux attaques perpétrées le 21 mai. Le 27 mai, les équipes Urgences du Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) se sont rendues dans les villages de Lemouna et Koundjili afin d'évaluer la situation suite aux mouvements retour des populations qui s'étaient réfugiées dans des localités voisines.



@OCHA RCA/Distribution de vivres à Koundjili le 27 mai 2019

Les populations ont évoqué la crainte qu'elles ont désormais lorsqu'on les appelle en réunion, car cela les renvoie au mode opératoire des attaques du 21 mai dernier. Pour répondre à ces défis, OCHA et les partenaires humanitaires se sont concertés et ont notamment proposé de redynamiser les comités de protection, ainsi que le système d'alerte précoce dans les localités touchées.

### Une mobilisation multisectorielle à Bouar

Un monitoring de l'ONG internationale Afrique Secours et Assistance (ASA) en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) a révélé la présence de 464 ménages de 2,440 personnes à Bouar, dans les quartiers de Zokouézo, Houassa et Hermane. Des réponses intégrées et multisectorielles ont été mises en œuvre. Ainsi, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et World Vision ont distribué plus 16,76 T de vivres à 374 ménages, et 234 enfants ont bénéficié de 1,050T de Super céréales CSB+.



@OCHA RCA/Distribution de Super céréales CSB+ à Bouar

Dans l'optique d'appuyer les Formations Sanitaires dans la prise en charge des Personnes Déplacées Internes (PDI), Action contre la faim, Cordaid, UNICEF, l'OMS et UNFPA ont remis des médicaments à l'hôpital de Bouar, aux centres de santé de Haoussa et de Bohong. Médecins du Monde s'est mobilisé pour des cliniques mobiles tout au long de l'axe Bouar-Bohong. Des malades PDI de Bohong s'étaient déjà présentés et avaient été pris en charge gratuitement. Le HCR en partenariat avec Afrique Secours et Assistance (ASA) a remis plus de 400 kits en biens de première nécessité composés de couvertures, de nattes, de seaux et de bidons. Au cours de ces donations, UNICEF et son partenaire Enfance Sans Frontière ont fait le recensement des enfants en âge d'aller à l'école. Des moments de jeux ont été accordés aux enfants dans le cadre d'un appui psychosocial organisé par UNICEF et un enregistrement des enfants non accompagnés a eu lieu.

## Visite de la Coordinatrice Humanitaire à Bria

La ville de Bria est située au cœur de la préfecture de la Haute-Kotto (595 km au nord-ouest de Bangui) et reste l'un des principaux points chauds de la RCA. Des affrontements fréquents entre groupes armés entraînent des déplacements de population et une insécurité persistante. Afin d'observer en personne la situation humanitaire dans la région, Denise Brown, la Coordinatrice Humanitaire a effectué une mission à Bria du 16 au 17 Mai 2019. Plusieurs membres de l'Equipe Humanitaire Pays (COOPI, l'OMS, le PAM, UNICEF et OCHA) ont aussi participé à la mission.

La mission a visité les sites de PDI au PK3 et le quartier de Bornou. Elle a aussi rencontré les autorités locales, dont le Préfet de la Haute Kotto ainsi que les acteurs humanitaires présents à Bria. En avril 2019, plus de 90 218 personnes étaient déplacées dans la région de Bria, dont 52,004 sur 5 sites (PK3, CEBI C1, Hôpital, Catholique, CEBI C3) et 38,214 en famille d'accueil. Le site de PDI du PK3 de Bria est le plus grand site du pays avec 50,366 déplacés internes. La plupart des personnes déplacées à Bria et dans tout le pays ont été déplacées plusieurs fois en raison d'attaques répétées.

## Les humanitaires au chevet des personnes affectées par la crise

Environ 17 organisations humanitaires présentes à Bria continuent d'apporter l'assistance aux personnes affectées dans la ville et ses environs. IMC et MSF soutiennent l'hôpital régional de Bria pour répondre aux besoins médicaux urgents, et des cliniques mobiles sont organisées sur les axes pour soutenir les centres de santé éloignés et fournir des soins médicaux de base. L'OMS coordonne les activités médicales à Bria tout en assurant la surveillance épidémiologique dans la région de la Haute-Kotto.

Oxfam fournit une assistance en eau d'environ 14 L par personne/jour sur le site PK3, ce qui est inférieur à la norme minimale Sphère de 15 L. Sur d'autres sites, les déplacés puisent de l'eau aux puits et aux pompes manuelles dans les quartiers résidentiels. Oxfam a construit 310 latrines dans un camp de déplacés. L'organisation organise régulièrement des campagnes de sensibilisation pour la promotion de bonnes pratiques d'hygiène dans les sites de déplacés internes et dans les quartiers résidentiels de Bria. Les ONG COOPI et IDEAL soutiennent la réouverture des écoles à Bria avec l'appui de l'UNICEF. COOPI a réhabilité trois écoles et IDEAL a construit 38 salles de classe. IDEAL a également distribué 280 bancs scolaires à des écoles temporaires du quartier PK3. Les deux organisations ont formé des dizaines d'enseignants bénévoles et paient leurs salaires avec l'appui de l'UNICEF.



@OCHA RCA/Laura Fulltang. Bria, Préfecture de la Haute Kotto. La délégation discute avec les personnes déplacées sur l'accès à l'eau sur le site de PK3

Le PAM et son partenaire opérationnel (COOPI) fournissent l'aide alimentaire mensuelle dans la région en distribuant des rations alimentaires de 20 jours à plus de 52,000 personnes déplacées et aux communautés hôtes. Oxfam a fourni des coupons et des kits agricoles (semences et outils) à 1,250 ménages vulnérables.

La plupart des incidents de protection sur le site de PK3 sont liés à des violations perpétrées par des groupes armés. A travers les réseaux de protection communautaire, les organisations qui travaillent dans le secteur de la protection (IMC, Oxfam, INTERSOS, COOPI, Plan International et Esperance) identifient les cas, y compris ceux de violences basées sur le genre (VBG). Ils fournissent ensuite des soins de santé intégrés, composés de kits médicaux et sociaux conçus pour les survivants. L'ONG locale ESPERANCE, avec l'appui de l'UNICEF, œuvre dans l'identification et le suivi des cas d'enfants isolés, associés à des groupes armés. L'ONG gère également le regroupement familial pour les enfants victimes d'enlèvements de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA).

### Besoins humanitaires

Les différentes rencontres dans les sites de déplacés et les visites des quartiers de retour ont permis à la mission d'avoir une meilleure compréhension du contexte et des lacunes dans la réponse de l'aide humanitaire, notamment en protection et assistance au retour.

Depuis presque deux ans, les personnes déplacées internes sur le site de PK3 n'ont pas reçu de kits non-vivres. Il manque des produits de premières nécessités tels que le savon pour assurer une condition d'hygiène personnelle adéquate. Le manque de vêtements pour les enfants les expose aux maladies. Les personnes déplacées ont aussi besoin d'assistance en abris, notamment pour réduire leur vulnérabilité pendant la saison de pluie (d'avril à octobre). La distribution d'environ 11,000 bâches aux déplacés vivant sur le site de PK3 s'avère nécessaire. Bien qu'il y ait six acteurs humanitaires qui interviennent dans le secteur de la protection à Bria, la prise en charge psychosociale des survivants n'est pas couverte. Le renforcement des réseaux de référencement et le lancement de projets de prise en charge juridique est essentiel. Afin d'aider les déplacés à regagner leurs maisons, les conditions minimales favorables aux retours doivent être créées. Cela n'est possible qu'au travers d'une amélioration des conditions sécuritaires et d'une assistance d'accompagnement aux retournés.



@OCHA RCA/Laura Fultang. Bria, Prefecture de la Haute Kotto. Un homme déplacé explique les problèmes de protection à la délégation

La ville de Bria est marquée par de nombreux cas de violence sexuelle. Ces derniers témoignent d'une situation extrêmement inquiétante, que l'on pourrait qualifier de crise nationale des violences basées sur le genre (VBG). Bien qu'une prise en charge des victimes ait été mise en place à Bria, le problème de leur réinsertion socio-économique perdure.

Par ailleurs, l'accès humanitaire dans la région est entravé par le mauvais état des infrastructures routières (ponts et bacs). Les axes Yalinga et Irrabanda restent inaccessibles. C'est pourquoi la réhabilitation du bac sur la rivière Kotto (notamment sur l'axe Yalinga), tout comme celui de Boungou (qui mène à Ouadda) reste cruciale pour améliorer la situation humanitaire.

## Situation/réponse humanitaire à Mobaye et Zangba

### Dégradation du contexte humanitaire

Après une période d'accalmie, les localités de Mobaye et Zangba sont confrontées à des incidents sécuritaires avec des implications humanitaires importantes. Au cours des deux derniers mois, il a été signalé plus de 4,000 personnes de l'autre côté du fleuve, en République Démocratique du Congo, et à Pavica. Un nombre inconnu de déplacés a également été rapporté à Mobaye. Environ 7,000 personnes ont des besoins en abris et en kits de biens de première nécessité entre Boulangba et Bangui-Kette (respectivement à PK30 et PK45 de Mobaye, sur l'axe Mobaye-Zangba). Des retours timides de déplacés ont par ailleurs été signalés par quelques partenaires locaux à Boulangba.

### Réponse apportée et en cours

Après un cas confirmé d'hépatite virale E (HVE) à Languardji, le cluster Santé c'est associé au cluster Eau Hygiène Assainissement (EHA) pour y mener une mission d'investigation épidémiologique conjointe entre le 10 et le 12 avril. Une réponse s'en est suivie au courant du mois d'avril et mai 2019.

Suite aux mouvements de déplacés rapportés à Mobaye, ACTED et RRM ont mené une évaluation de Boulangba à Bangui-Kette (respectivement PK30 et PK45 de Mobaye, sur l'axe Mobaye-Zangba). L'évaluation a souligné des besoins multisectoriels. La distribution de kits en biens de première nécessité est planifiée pour environ 2000 ménages retournés à Bangui-Ketté. Les ONGs Eau et Assainissement pour l'Afrique (EEA) et l'ONG Genre,

Paix et développement (GPAD) se sont positionnées dans la zone de Boulangba pour une intervention en Eau Hygiène et Assainissement (EHA).

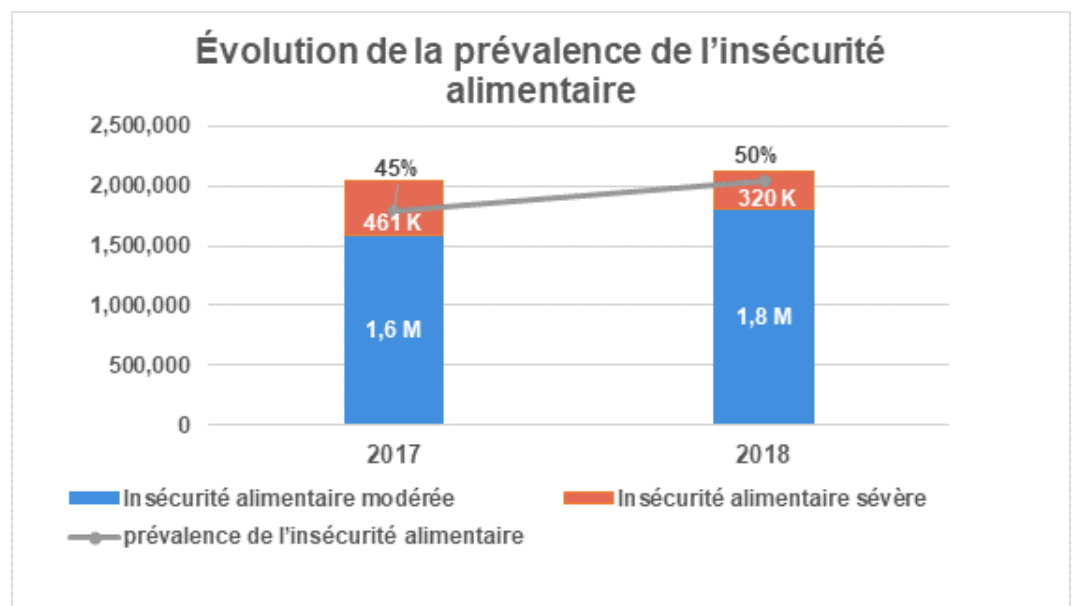
Des besoins importants existent également dans la sous-préfecture de Zangba où une réponse d'urgence n'a pas encore été fournie, notamment à cause de multiples contraintes d'accès d'ordre logistique et sécuritaire.

## Un centrafricain sur deux vit dans l'insécurité alimentaire

### Une étude souligne une détérioration significative de l'insécurité alimentaire dans le courant de l'année 2018 en République Centrafricaine

L'évaluation Nationale de Sécurité Alimentaire (ENSA) est conduite chaque année durant la période de récolte (octobre-novembre). La mise en œuvre de cette évaluation a été assurée par le Gouvernement à travers l'Institut Centrafricain de Statistique et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES), avec l'appui technique et financier du Programme Alimentaire Mondial (PAM). L'objectif de cette évaluation est de procéder à une mise à jour des indicateurs clés de la sécurité alimentaire, afin d'appréhender la situation nutritionnelle des ménages sur les 12 derniers mois. Cette mise à jour est essentielle pour planifier les interventions du PAM et de ses partenaires techniques et financiers intervenant dans le secteur de la sécurité alimentaire.

Avec la moitié de la population centrafricaine en insécurité alimentaire (soit plus de **2 millions** d'individus), la situation dans le pays reste très préoccupante.



L'évaluation a également montré qu'environ **320 324** personnes, soit **7** pour cent de la population, sont en insécurité alimentaire sévère. Ces ménages ont une consommation alimentaire très déficiente et sont très vulnérables économiquement. Ils recourent à des stratégies de survie d'urgence tels que la mendicité, ou encore la vente des biens productifs, qui menacent irréversiblement leurs moyens de subsistance. L'insécurité alimentaire est supérieure à 60 pour cent dans les préfectures de la Basse Kotto, la Nana Gribizi, le Haut Mbomou, la Ouaka, l'Ouham Pendé, l'Ouham et la Haute Kotto.

L'insécurité alimentaire globale a augmenté de 5 pour cent, traduisant une détérioration par rapport à l'évaluation réalisée l'année précédente. Les niveaux élevés d'insécurité alimentaire continuent d'être imputables aux effets cumulatifs des affrontements intercommunautaires, aux déplacements récurrents des populations et à la longue période d'épuisement des actifs. Ces éléments ont tous contribué à une production inférieure à la moyenne d'avant la crise. De plus, l'accès à une parcelle de terrain est en baisse en 2018 (71% en 2018 contre 81% en 2015), et nous constatons une diminution importante du nombre des ménages ayant cultivé les cultures du manioc, de l'arachide et du maïs. Au niveau national, on note également la baisse de la possession de bétail. Les stocks

alimentaires seront donc plus bas, la période de soudure sera précoce, et elle commencera au début d'année.

L'enquête, qui a été conduite sur la base d'un échantillon de 3 477 ménages, couvre l'ensemble du territoire centrafricain et cible trois types de population : (i) les personnes déplacées internes sur site, (ii) les réfugiés (iii) et les populations d'accueil. Cette évaluation n'a pu atteindre tous les villages ciblés dans certaines préfectures à savoir la Basse-Kotto, la Haute-Kotto et le Mbomou, où l'accès aux zones rurales reste très limité pour des raisons logistiques et sécuritaires.

Vous pourrez accéder à la note de synthèse de l'évaluation du PAM à l'adresse suivante : [http://vam.wfp.org/CountryPage\\_assessments.aspx?iso3=CAF](http://vam.wfp.org/CountryPage_assessments.aspx?iso3=CAF)

## La voix du Pangolin\*

### La Ligne Verte / Guéré ti singa ti moungo sango na ndo a yé ti ngagnou



La Ligne Verte 4040 constitue un mécanisme essentiel de réponse aux violations des droits humains en République centrafricaine, et notamment celles qui concernent les Violences Basées sur le Genre (VBG). Les survivant(e)s peuvent contacter la Ligne Verte de n'importe où sur le territoire Centrafricain, et ce afin d'obtenir des informations sur les services qu'elle propose. À tout moment, il est possible d'obtenir un conseil ou une écoute, mais surtout de bénéficier d'un référencement en vue d'un accès aux services essentiels de prise en charge médicale, psychosociale ou juridique. La Ligne Verte 4040 est opérationnelle à travers de nombreux partenaires présents sur le territoire centrafricain mobilisés pour apporter une réponse dans le cadre de la protection. Grâce à ce service, il est possible de suivre d'un mois à l'autre les tendances en termes de protection dans les différentes zones de la RCA. C'est un outil de plaidoyer important pour la communauté humanitaire, puisqu'il couvre tout le territoire national, et ce, sept jours sur sept et 24 heures sur 24. Les appels vers la Ligne Verte 4040 sont gratuits.

## Success story : Agnès reçoit l'assistance en abris d'urgence et en biens de première nécessité

Sous la première allocation standard 2018, le Fonds Humanitaire de la République centrafricaine a pu faciliter une assistance en abris d'urgence et en biens de première nécessité pour les personnes déplacées internes et retournées de Bangassou. Ce projet réalisé par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) dans la préfecture de

Mbomou vise à appuyer la réponse aux urgences des Personnes Déplacés Internes et retournées au sud-est de la RCA.

Agnès Nawa est une femme mariée de 45 ans qui a bénéficié de ce projet. Mère de 13 enfants, dont sept garçons et six filles, elle est arrivée de Kembé (Basse-Kotto) il y a deux ans. Aujourd'hui elle réside au quartier Yougou à Bangassou. Suite aux attaques perpétrées par les groupes armés contre son village, elle a été forcée de regagner Bangassou avec ses enfants.



©OIM Mobaye Préfecture du Mbomou, Bangassou RCA. Agnès Nawa et deux de ses enfants devant sa maison du quartier Yougou

Maman Agnès raconte les difficultés qu'elle a rencontrées : « Mon mari est introuvable, j'ai perdu tous mes biens à Kembé (sa maison a été détruite, ses ustensiles de cuisine, ses habits et ses biens personnels ont été emportés). Je remercie l'OIM pour tout ce qu'ils ont fait. J'ai reçu deux bâches, quatre chevrons et des pointes qui m'ont permis d'avoir un abri, notamment pendant la saison pluvieuse. J'ai aussi reçu des kits en biens de première nécessité (une bassine, une marmite, un seau, une lampe torche...). Ces kits m'ont beaucoup aidé à préparer et à faire la lessive... »

## Portrait d'une ONG locale: Relancer la production agricole pour faciliter l'accès à la nourriture aux retournés

La ville de Boda, située 198km à l'ouest de Bangui, est l'une des régions de la Centrafrique qui, malgré la fin des combats, restent marquées par le conflit armé. Les populations qui y ont tout perdu essaient tant bien que mal de renaître de leurs cendres. Dans ce contexte difficile, l'ONG La Verdure appuie ces populations en fournissant des semences agricoles et des outils aratoires. Cette organisation opère également à Mobaye, au sud-est de la Centrafrique.

En juin 2018, l'ONG nationale La Verdure a distribué des semences agricoles à 1,250 personnes retournées des villages Camp-Nguetté, Bomandoro 1 et 2 (à quelques kilomètres de Boda). Ces semences leur ont permis de relancer les cultures vivrières. Au mois d'août, ces bénéficiaires ont fait une récolte d'au moins 125 tonnes de légumes grâce à cette activité menée en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Une partie des récoltes vendues ont permis aux bénéficiaires d'assurer la prise en charge de leur famille tout en améliorant leur alimentation. A Boda, sur les 6,250 personnes identifiées comme étant les plus vulnérables, seulement 1,250 ont pu recevoir une assistance à cause du manque de financement,

L'ONG La Verdure a également distribué des semences et outils aratoires à 2,500 personnes dans les villages Koumoudou1, Tongba-Nzinguet 1, Tongba-Nzinguet 2, Tongba-Vondo 1, Gbama, Mission-Elim, Lawa, Sinda1, Sinda2, et Ndouhou. Ces localités sont situées à une dizaine de kilomètres de Mobaye (dans la préfecture de la Basse Kotto). Ces semences ont été plantées sur une superficie de 50 hectares en moyenne, pour une récolte d'environ 150 tonnes de légumes. Les déplacés peulhs qui ont fui les violences au village Mboma ont également pu bénéficier de cet appui.

Par ailleurs, l'ONG La Verdure soutient les bénéficiaires à travers un programme de renforcement des capacités sur des techniques qui permettront de renforcer l'activité agricole.



©ONG La Verdure, Mobaye Préfecture de la Basse Kotto, RCA. Une femme cheffe de ménage a récolté les laitues après avoir reçu des semences.

Dans son volet protection, l'ONG La Verdure envisage de mener des activités conjointes avec l'ONG World Vision sur la campagne de lutte contre le recrutement des enfants par les groupes armés. Une activité qu'elle a déjà menée en 2017 dans le 3ème et le 6ème arrondissement de Bangui en partenariat avec le sous-cluster protection enfance, la MINUSCA et le Ministère des Affaires Sociales.

L'ONG La Verdure est une organisation nationale créée le 15 septembre 2015. Elle intervient dans le domaine de la protection, de l'éducation et de la sécurité alimentaire. Elle est présente à Bangui, Bouar, Bambari, Birao, Alindao, Kouango, Mobaye et Boda.

L'ONG La Verdure est joignable par téléphone et par courriel :

Tel : (00236) 75 22 32 32/72 49 99 05

Courriel : [onglaverdure@gmail.com](mailto:onglaverdure@gmail.com)

## En bref

### Urgence de santé publique de portée nationale : deux enfants atteints de paralysie liée au poliovirus

Le 29 mai 2019, le Ministère de la Santé et de la Population (MSP) a notifié deux cas de poliovirus auprès de deux enfants qui ont développé une paralysie typique de la poliomyélite. Deux cas ont été enregistrés, l'un à Bambari sur un enfant de 3 ans vivant dans un camp de déplacés appelé « Elevage », et l'autre à Bimbo sur un enfant de 3 ans originaire du village Bokassi 2. Les investigations faites montrent que ces enfants n'ont jamais été vaccinés. Le principal motif de la non-vaccination est la difficulté d'accès aux services de vaccination. Les analyses de laboratoire faites à l'Institut Pasteur de Bangui, à l'Institut Pasteur de Paris, au laboratoire régional d'Afrique du Sud (NICD) et au laboratoire spécialisé du CDC Atlanta (Etats Unis), montrent que ce type de virus apparaît dans les communautés où les enfants ne sont pas vaccinés, ou lorsqu'ils le sont insuffisamment, notamment s'ils ont reçu le vaccin oral contre la polio (VPO) et le VPI. Compte tenu du mouvement régulier des populations en République centrafricaine, ce type de poliovirus peut se propager chez d'autres enfants du pays, des régions et des sous-régions. C'est pour cela qu'en ce jour, se conformant aux orientations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et dans le cadre du Règlement Sanitaire International (RSI 2005), le Ministère de la Santé et de la Population a annoncé que l'épidémie de Poliovirus du type 2 était une urgence de santé publique de portée nationale.

A cet effet, le gouvernement avec l'appui des partenaires a élaboré un plan de riposte mettant l'accent sur le renforcement de la surveillance, de la communication et du dialogue avec les parents, ceci afin d'améliorer les performances de la vaccination de routine. Une série de campagnes de riposte a ainsi été organisée, notamment dans les districts sanitaires touchés de Bambari et Bimbo. D'autres campagnes en voie de planification suivront. A ces fins, le Ministère de la Santé a établi une cellule de crise pour gérer cette épidémie. Cette cellule se réunit régulièrement au Centre des Opérations de Santé

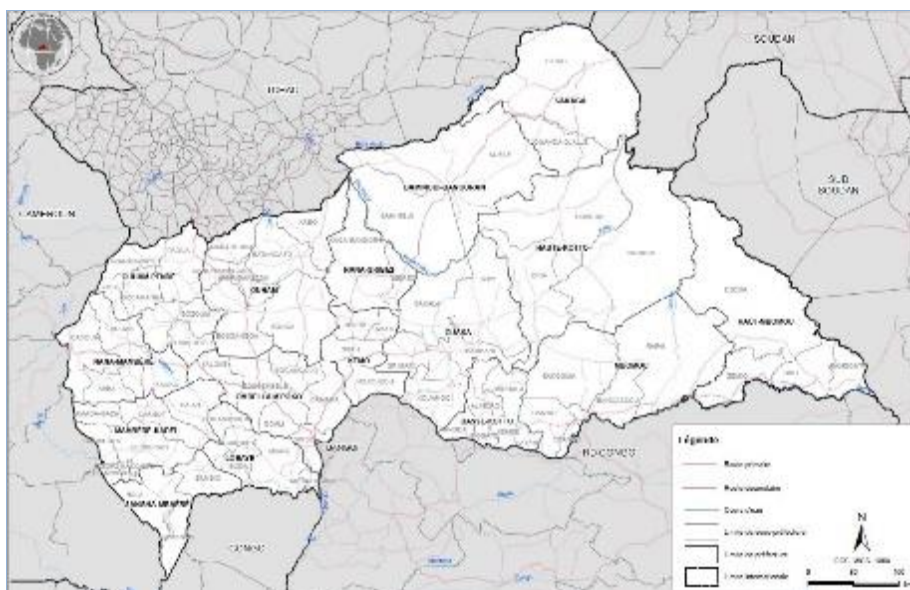


Publique (COUSP). Elle est appuyée par l'OMS et UNICEF, avec la participation des acteurs humanitaires.

### Réponse aux dégâts des pluies diluviennes à Kaga Bandoro

Au courant du mois de mai, deux pluies diluviennes se sont abattues sur la ville de Kaga-Bandoro, les 9 et 22 mai, provoquant des dégâts importants. La pluie du 9 mai a notamment causé quelques dommages corporels (six personnes légèrement blessées et prises en charge). Environ 160 habitations ont été endommagées, dont 36 abris de déplacés sur le site Mbella et 120 maisons réparties sur 10 villages situés entre PK15 et PK18 (axe Kaga-Bandoro – Ouandago). A l'issue d'une réunion d'urgence organisée sous l'égide d'OCHA le 10 mai, Intersos (en partenariat avec le Haut Commissariat des Réfugiés) a livré des kits en biens de première nécessité aux sinistrés de l'axe Kaga Bandoro-Ouandago et à ceux du site Mbella. Par ailleurs, 83 abris ont été endommagés sur les sites de déplacés à Kaga-Bandoro. L'ONG CARITAS fait état de 47 abris/huttes affectés sur les sites MINUSCA et Lazare, dont 33 totalement endommagés. Sur le site Mbella, le même acteur a dénombré 36 huttes totalement détruites. Les ménages sinistrés sont pour l'instant dans des familles d'accueil sur les mêmes sites. Ils sont dans un besoin urgent en kits abris afin de pouvoir reconstruire leurs huttes. Une concertation est en cours entre les acteurs du cluster régional CCCM/NFI/Abris pour une réponse à ce besoin. Dans le cadre de la prévention des inondations, le gestionnaire de sites (CARITAS) poursuit la sensibilisation sur les risques d'inondations liés à la position géographique des sites et aux précautions à prendre pour limiter les dégâts.

## Le saviez-vous ?



### Des cartes gratuites pour la communauté humanitaire

L'atlas cartographique d'OCHA est un outil mis à la disposition de la communauté humanitaire pour faciliter la planification des activités humanitaires en République centrafricaine. Il permet aux usagers de télécharger gratuitement les cartes administratives du pays, des préfectures et sous-préfectures aux formats A0, A3 ou A4.

rendre à l'adresse suivante : <https://humanitarianatlas.org/car>. Si vous avez besoin de cartes indisponibles sur l'atlas, veuillez-vous adresser à la section gestion de l'information d'OCHA.

Pour accéder à l'atlas, veuillez-vous

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Francois Xavier Batalingaya**, Chef de Bureau, [francois.batalingaya@un.org](mailto:francois.batalingaya@un.org), Tel. (+ 236) 70601066

**Laura Fultang**, Unité de l'Information Publique, [fultangl@un.org](mailto:fultangl@un.org); Tel. (+236) 70 18 80 64

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : [www.unocha.org/car](http://www.unocha.org/car) | [www.unocha.org](http://www.unocha.org)